



Ville d'Issoudun

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ■ DÉPARTEMENT DE L'INDRE

André LAIGNEL

Maire d'Issoudun

Premier vice-Président délégué

de l'Association des Maires de France

Ancien Ministre

Ref : AL-TBL/05-2018

Issoudun, le 29 mai 2018.

Monsieur le Ministre,

Je déplore et j'ai condamné avec la plus grande fermeté les incendies de 21 véhicules commis à Issoudun dans la nuit du 23 au 24 mai 2018. La liaison entre la ville et l'Etat qui a été constante durant ces événements a continué dès le 24 mai 2018 dans l'après-midi avec une réunion opérationnelle en gendarmerie d'Issoudun, où je me suis rendu, en présence de M. Seymour Morsy, Préfet de l'Indre, du colonel Philippe Lagrue, chef du groupement de gendarmerie, de Commandant Sébastien Lacroix en charge du Centre de Secours et d'Incendie. L'enquête de gendarmerie est en cours en lien étroit avec Mme la Procureur. Je tiens à saluer la réactivité des services de l'Etat.

Par ailleurs, une balle a été tirée et a transpercé un double vitrage pour venir se loger dans une pièce à vivre au rez-de-chaussée de mon domicile. C'est donc le Maire qui était visé.

Face à ces faits graves touchants les biens de nos concitoyens, face à l'attaque subie en ma qualité d'élu de République, je souhaite que les délinquants qui ont commis ces actes scandaleux soient retrouvés au plus vite et que la sécurité, première de nos libertés, soit assurée à Issoudun.

La sécurité des personnes et des biens est de la responsabilité de l'Etat, mais elle fait aussi partie des priorités de la municipalité que je conduis. J'avais souhaité une relance du Contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance avec le concours des forces de sécurité et de justice.

La proximité en matière de sécurité est primordiale. C'est pourquoi, j'avais pleinement approuvé cette proposition du Chef de l'Etat et ce d'autant plus qu'il y a quelques années, nous avons travaillé à Issoudun, dans le cadre d'une réflexion commune avec l'Etat, à la mise en œuvre d'un Police de proximité, démarche qui malheureusement n'a pu aboutir.

Aussi ai-je saisi M. le Préfet de l'Indre par courrier courant décembre 2017 afin qu'Issoudun et son bassin de vie soient retenus pour mettre en place cette nécessaire « Police de Sécurité au Quotidien ».

Issoudun n'a malheureusement pas été retenu dans le dispositif national que vous aviez lancé lors d'un déplacement en région Centre-Val de Loire.

Au regard de l'extrême gravité des faits récents survenus à Issoudun, je vous demande de bien vouloir réétudier la candidature de ma ville dans le cadre de la Police de Sécurité au Quotidien.

Je pense qu'avec la deuxième ville du Département, sur un territoire rural, une telle expérimentation permettrait de répondre à la légitime inquiétude de la population, de nourrir la réflexion et la démarche engagée nationalement. Il me paraît primordial et urgent que ce dispositif puisse permettre à Issoudun et ce au plus vite : un accroissement des effectifs en matière de sécurité, une gendarmerie de proximité, une montée en puissance du taux d'élucidation concernant les enquêtes, le retour à la quiétude de mes administrés.

Je tiens à vous remercier de bien vouloir attacher une attention toute particulière à ma requête.

Vous assurant de ma considération, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes respectueuses salutations.



André LAIGNEL

M. Gérard COLLOMB

Ministre de l'Intérieur

Ministère de l'Intérieur

Place Beauvau

75008 Paris Cedex 08